

PARLEMENT EUROPEEN
DOCUMENTS DE SEANCE

1965 - 1966

19 OCTOBRE 1965

EDITION DE LANGUE FRANCAISE

DOCUMENT 97

RAFPORr COMPLEMENTAIRE

fait au non de la
commission du commerce extérieur

sur

la proposition de la Commission de la C.E.E.
au Conseil (document 78)
concernant un règlement relatif à la défense
contre les pratiques de dumping, primes ou
subventions de la part de pays non membres de la C.E.E.

Rapporteur : M. Blaisse

Au cours de sa réunion du 19 octobre 1965, à Strasbourg, la Commission du commerce extérieur, saisie quant au fond, a pris connaissance des avis de la Commission de l'agriculture et de la Commission du marché intérieur sur la proposition de règlement de la Commission de la C.E.E. au Conseil relatif à la défense contre les pratiques de dumping, primes ou subventions de la part de pays non membres de la C.E.E.

Pendant la même réunion la Commission a chargé le rapporteur, M. P.A. BLAISSE, de présenter un rapport complémentaire au rapport initial déjà adopté par la Commission au cours de sa réunion du 23 septembre (Doc. 92).

Le présent rapport complémentaire a été adopté au cours de la réunion du 19 octobre 1965

Etaient présents:

M. BLAISSE, Président et rapporteur,

M^{rs}. BREYNE (suppléant M. VREDELING), BRIOT, CARCATERRA, CHARPENTIER (suppléant M. HAHN), DE GRYSE, HANSEN (suppléant M. BADING), LAAN (suppléant M. KAPTEYN), MERCHERS (suppléant M. van OFFELEN), RESTAT (suppléant M. BOSCARY-MONSSERVIN), TOUBEAU, WOHLFART (suppléant M. DARRAS).

RAPPORT COMPLEMENTAIRE

fait au nom de la
Commission du commerce extérieur
sur
la proposition de règlement de la Commission de la
C.E.E. au Conseil relatif à la défense contre les
pratiques de dumping, primes ou subventions de la
part de pays non membres de la C.E.E.
(doc. 78/1965-1966).

Rapporteur : M. P.A. BLAISSE

Monsieur le Président,

La Commission du commerce extérieur, saisie quant au fond, de la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil faisant l'objet du présent rapport, a adopté ses conclusions au cours de sa réunion du 23 septembre 1965. Successivement la Commission de l'agriculture, qui avait été saisie pour avis, au cours de sa réunion du 29 septembre, a adopté un document contenant des propositions de modifications au texte soumis par la Commission exécutive de la C.E.E.

De son côté, la Commission du marché intérieur, qui avait été également saisie pour avis sur le même sujet, après sa réunion du 18 octobre 1965, a déposé un avis contenant d'autres propositions de modifications au projet de règlement de la C.E.E.

La Commission du commerce extérieur s'est réunie à Strasbourg le 19 octobre 1965 pour examiner, conformément au Règlement du Parlement, les avis émis par la Commission de l'agriculture et par la Commission du marché intérieur. C'est à la suite de cet examen que la Commission du commerce extérieur a décidé de remplacer la proposition de résolution adoptée le 23 septembre 1965 et de proposer au Parlement l'adoption de la proposition de résolution suivante:

PROPOSITION DE RESOLUTION

portant avis du Parlement Européen sur la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil (document 78) concernant un règlement relatif à la défense contre les pratiques de dumping, primes ou subventions de la part de pays non membres de la C.E.E.

Le Parlement Européen,

- vu la proposition de la Commission de la C.E.E. au Conseil concernant un règlement relatif à la défense contre les pratiques de dumping, primes ou subventions de la part de pays non membres de la C.E.E. (doc. 78);
 - vu les rapports de sa Commission compétente (doc. 92 et doc. 97);
 - vu les avis de la Commission de l'agriculture et de la Commission du marché intérieur;
1. approuve les dispositions proposées, mais prie la Commission de la C.E.E. de reprendre dans le texte qu'elle soumettra au Conseil, conformément au 2ème alinéa de l'article 149, les modifications proposées à la suite de la présente résolution;
 2. est d'avis qu'en vue d'assurer une sécurité juridique aussi grande que possible, il convient de prévoir dans un règlement spécial, les sanctions qui frapperont le refus d'accorder à la Commission de la C.E.E. l'assistance qu'elle pourrait demander en exécution de l'article 11 paragraphe 2;
 3. souligne expressément que le règlement proposé doit être appliqué en vue de promouvoir des relations commerciales ouvertes et équitables entre la Communauté et les pays tiers;
 4. invite son Président à communiquer au Conseil de Ministres et à la Commission de la C.E.E. la présente résolution ainsi que le rapport introductif.

Modifications au projet de Règlement soumis par la Commission de la C.E.E. au Conseil proposées par la Commission du commerce extérieur, vu les avis de la Commission de l'agriculture et de la Commission du marché intérieur.

TITRE II

Article 8

Texte proposé par la Commission de la C.E.E.

1. Toute personne physique ou morale qui s'estime lésée ou menacée par des pratiques de dumping, primes ou subventions peut introduire une plainte contre ces pratiques dans les conditions visées ci-après.

2. La plainte est introduite par écrit auprès de l'autorité compétente de l'Etat membre dans lequel le plaignant exerce son activité, quel que soit par ailleurs l'Etat membre où les pratiques dénoncées peuvent produire leurs effets.

3. Toutefois, lorsqu'elle émane d'un organisme ou groupement professionnel organisé au niveau de la Communauté, la plainte peut être introduite auprès de la Commission qui en donne aussitôt communication aux Etats membres.

Texte modifié

(inchangé)

2. La plainte est introduite par écrit auprès de l'autorité compétente de l'Etat membre dans lequel le plaignant exerce son activité, quel que soit par ailleurs l'Etat membre où les pratiques dénoncées peuvent produire leurs effets; copie de la plainte peut être adressée par le plaignant à la Commission de la C.E.E.

(inchangé)

Article 10

Texte proposé par la Commission
de la C.E.E.

Texte modifié

1. Lorsque la plainte introduite auprès d'un Etat membre contient les éléments prévus à l'article 9, l'Etat membre intéressé en informe aussitôt la Commission.

1. Lorsque la plainte introduite auprès un Etat membre contient les éléments prévus à l'article 9, l'Etat membre intéressé en informe la Commission dans les 8 jours.

2.

(inchangé)

3.

"

4.

"

Article 11

Texte proposé par la Commission de la C.E.E.

1. En vue d'un examen immédiat des faits sur le plan communautaire, la Commission en collaboration avec les Etats membres et dès réception des communications visées à l'article 10 §§ 1 et 2 ou, en vertu de l'art. 8 § 3, d'une plainte contenant les éléments prévus à l'article 9, recueille toutes informations utiles et procède à toutes vérifications appropriées.

2.

(inchangé)

3.

(inchangé)

Article 16

Lorsque, compte tenu des avis exprimés au sein du Comité, la Commission estime qu'aucune mesure de défense ne s'avère nécessaire, elle transmet au Conseil un rapport sur le résultat des consultations.

Dans ce cas, la Commission publie sans délai la clôture de la procédure au Journal Officiel des Communauté si un avis a été publié en vertu de l'article 12.

Lorsque, compte tenu des avis exprimés au sein du Comité, la Commission estime qu'aucune mesure de défense ne s'avère nécessaire, elle transmet au Conseil et pour information au Parlement un rapport sur le résultat des consultations.

(inchangé)

Article 17

Texte proposé par la Commission
de la C.E.E.

1.

2.

3. Sans préjudice des dispositions de l'art. 19, les mesures arrêtées en vertu du § 1er restent applicables jusqu'à l'entrée en vigueur d'une décision du Conseil aux termes de l'art. 18 et au plus tard pendant trois mois; à l'expiration de ce délai les sommes perçues à titre de droits provisoires sont considérées comme définitivement perçues.

Texte modifié

(inchangé)

(inchangé)

3. Sans préjudice des dispositions de l'art. 19, les mesures arrêtées en vertu du § 1er restent applicables jusqu'à l'entrée en vigueur d'une décision du Conseil aux termes de l'art. 18 et au plus tard pendant trois mois, sauf prorogation de ce délai par le Conseil, à la demande de la Commission; à l'expiration de ce délai les sommes perçues à titre de droits provisoires sont considérées comme définitivement perçues.

Article 18

1. Lorsque, après constatation définitive des faits, la Commission estime, compte tenu des avis exprimés au sein du Comité, que les intérêts de la Communauté nécessitent des mesures de défense contre des pratiques de dumping, primes ou subventions, elle soumet une proposition au Conseil.

2.

1. Lorsque, après constatation définitive des faits la Commission estime, compte tenu des avis exprimés au sein du Comité, que les intérêts de la Communauté nécessitent des mesures de défense contre des pratiques de dumping, primes ou subventions, elle soumet une proposition au Conseil; cette proposition est transmise pour information au Parlement.

(inchangé)

Article 19

Texte proposé par la Commission
de la C.E.E.

Texte modifié

1. Pendant la période d'application des mesures visées aux articles 17 et 18, le Comité examine leurs effets et vérifie périodiquement si les conditions pour leur application sont encore réunies.

(inchangé)

2. Lorsque, compte tenu des avis exprimés au sein du Comité, la Commission estime que l'abrogation ou la modification de ces mesures s'impose, elle:

- propose sans délai au Conseil l'abrogation ou la modification des mesures prises en vertu de l'art. 18. En cas de réduction ou d'abrogation rétroactive d'un droit en vigueur, les sommes indûment perçues sont restituées;
- abroge ou modifie elle-même, sans délai, les mesures qui sont d'application en vertu de l'art. 17. En cas de réduction ou d'abrogation rétroactive d'un droit provisoire en vigueur, les sommes indûment perçues sont restituées. Lorsque l'abrogation n'a pas d'effet rétroactif, les sommes perçues sont considérées comme définitivement acquises.

2. Lorsque, compte tenu des avis exprimés au sein du Comité, la Commission estime que l'abrogation ou la modification de ces mesures s'impose, elle:

- propose sans délai au Conseil l'abrogation ou la modification des mesures prises en vertu de l'art. 18. Les propositions de la Commission seront communiquées pour information, au Parlement. En cas de réduction ou d'abrogation rétroactive d'un droit en vigueur, les sommes indûment perçues sont restituées;
- abroge ou modifie elle-même, sans délai, les mesures qui sont d'application en vertu de l'art. 17 et en fait rapport au Conseil.

En cas de réduction ou d'abrogation rétroactive d'un droit provisoire en vigueur, les sommes indûment perçues sont restituées. Lorsque l'abrogation n'a pas d'effet rétroactif les sommes perçues sont considérées comme définitivement acquises.

TITRE III

Article 23

Texte proposé par la Commission
de la C.E.E.

1. Le Conseil, la Commission et les Etats membres ainsi que leurs fonctionnaires et autres agents sont tenus de ne pas divulguer les informations qu'ils ont recueillies en application du présent règlement et qui, par leur nature, sont couvertes par le secret professionnel.

2. La disposition du paragraphe premier ne s'oppose pas à la publication de renseignements généraux aux termes de l'article 12 ainsi que de la motivation des mesures prises en application du présent règlement. Cette publication doit tenir compte de l'intérêt légitime des parties intéressées à ce que leurs secrets d'affaires ne soient pas divulgués.

Texte modifié

1. Les informations recueillies conformément aux articles 11 et suivants ne peuvent être utilisées que dans le but pour lequel elles ont été demandées.

2. Le Conseil, la Commission et les Etats membres ainsi que leurs fonctionnaires et autres agents sont tenus de ne pas divulguer les informations qu'ils ont recueillies en application du présent règlement et qui, par leur nature, sont couvertes par le secret professionnel.

3. La disposition du deuxième paragraphe ne s'oppose pas à la publication de renseignements généraux aux termes de l'article 12 ainsi que de la motivation des mesures prises en application du présent règlement. Cette publication doit tenir compte de l'intérêt légitime des parties intéressées à ce que leurs secrets d'affaires ne soient pas divulgués.

TITRE IV

Article 24

Texte proposé par la Commission
de la C.E.E.

1. Pendant la période de transition et au plus tard jusqu'à l'application intégrale du tarif douanier commun ou l'entrée en vigueur d'une organisation commune de marché, pour le produit en cause, chaque Etat membre peut prendre, conformément aux règles prévues par le Titre I, les mesures nationales appropriées pour la sauvegarde de ses intérêts.

2. Lorsqu'une telle mesure nationale est envisagée et préalablement à toute autre action l'Etat membre en informe la Commission et les autres Etats membres en leur communiquant les résultats de l'examen des faits auquel il a procédé sur le plan national. Des consultations sont immédiatement ouvertes à la demande d'un Etat membre ou à l'initiative de la Commission. Les articles 14 et 23 sont d'application.

3.

4.

Texte modifié

1. Pendant la période de transition et au plus tard jusqu'à l'application intégrale du tarif douanier commun ou l'entrée en vigueur d'une organisation commune de marché, pour le produit en cause, chaque Etat membre peut prendre, conformément aux règles prévues par le Titre I toutes les mesures nationales appropriées pour la sauvegarde de ses intérêts y compris la procédure d'urgence.

2. Lorsqu'une telle mesure nationale est envisagée et préalablement à toute autre action l'Etat membre en informe la Commission et les autres Etats membres en leur communiquant les résultats de l'examen des faits auquel il a procédé sur le plan national. Après en avoir informé la Commission, l'Etat membre peut arrêter les mesures qu'il juge opportunes. Des consultations sont immédiatement ouvertes à la demande d'un Etat membre ou à l'initiative de la Commission. Les articles 14 et 23 sont d'application.

(inchangé)

(inchangé)

Texte proposé par la Commission
de la C.E.E.

Texte modifié

Article 25 bis (nouveau)

La Commission de la C.E.E.
fait rapport au Parlement Euro-
péen, au moins une fois par an,
de la mise en oeuvre du présent
règlement.

Article 26

Le présent règlement entre
en vigueur le 1er juillet 1965.

Le présent règlement est
obligatoire dans tous ses élé-
ments et directement applicable
dans les Etats membres.

Le présent règlement entre en
vigueur le

Le présent règlement est obli-
gatoire dans tous ses éléments et
directement applicable dans
les Etats membres.

